

Echos des mondes musulmans en 2014



Yves Montenay

Démographe – Président de l'ICEG, Paris, France
montenay@numericable.fr

Ici, entre le 5 janvier et le 22 août 2014, La lettre décadaire, écrite par Yves Montenay et publiée par l'Institut Culture Economie et Géopolitique (ICEG) suit de façon régulière les événements et les mutations sociétales entre économie, démographie, politique et religion. Elle cible principalement les pays arabes d'Afrique et leurs mouvements islamistes mais parle aussi ponctuellement des autres pays musulmans, de Gaza à l'Indonésie. Elle traite du fonctionnement des économies et des stratégies des Etats, de l'évolution des religions, des aléas de la condition féminine et de la famille, ainsi que de l'évolution des langues et des médias (Al Jezirah). En accord avec Yves Montenay, la rédaction de Synergies Monde Méditerranéen en propose ici une sélection.

Mots clés : musulmans, islam, Maghreb

Echoes of the Muslim World

Between January 5th and August 22nd, 2014, the quadri-monthly newsletter written by Yves Montenay and published by the Institut Culture Economie et Géopolitique (ICEG) follows and analyzes events and social mutations concerning demographics, politics and religion. This letter focuses mainly on Arabic countries of North Africa and their Islamist political parties, but also includes other Arabic and Muslim countries, from Gaza to Indonesia. The main topics are about economics, geopolitics, religious changes, gender and family issues, languages and media (e.g. Al Jezirah). In agreement with Yves Montenay, the editorial staff of Synergies Monde Méditerranéen proposes here a selection.

Keywords : muslims, islam, Maghreb.

Lettre n° 210 - 5 janvier 2014

Turquie : un imbroglio aux dimensions multiples. Une partie de la classe politique a soudain fait l'objet d'enquêtes vigoureuses de la police, avec garde à vue de proches du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, homme fort de la Turquie, brillamment réélu aux dernières législatives, notamment parce que son parti se vantait d'être incorruptible. Outre l'affaire elle-même, c'est le déroulement de l'enquête qui est intéressant. Voir la police et la justice s'attaquer au sommet de la hiérarchie politique peut être considéré comme une illustration de la séparation des pouvoirs, donc d'une

démocratie solide. Mais voir le premier ministre « sacquer », en représailles et pour stopper l'enquête, la haute hiérarchie de la police et la justice va en sens inverse. En fait, il s'agit d'une lutte entre deux mouvements islamistes, et je renvoie nos lecteurs à plusieurs numéros anciens de notre lettre qui expliquaient l'importance et la puissance du réseau islamiste « guléniste », notamment dans la police. Ce réseau mondial a été lancé par le Turc Fethullah Gulen, prêcheur charismatique et homme d'affaires efficace, donc devenu un excellent Américain (pays dans lequel il réside pour être hors de portée de jalousies politiques). Il aurait fondé 500 écoles, avec internat, dans 90 pays, mariant l'anglais, le turc et les matières scientifiques. La démocratie et « les opportunités » du monde occidental y sont vues favorablement. Est-il proche de l'AKP au pouvoir en Turquie ? L'armée turque le craint. Ou sont-ils au contraire rivaux sur le même créneau, celui de « l'islam moderne » ou « de marché » (appui sur les entrepreneurs privés, par opposition aux laïques, qui s'appuient sur l'administration, les entreprises d'État et l'armée) ? Nous savons maintenant que ce réseau était bien dans le même camp que l'AKP « islamo-démocrate » de M. Erdogan lors de sa conquête du pouvoir et l'a aidé à écarter l'armée « laïque ». Mais depuis quelque temps, une hostilité réciproque s'est manifestée, liée à l'autoritarisme croissant du premier ministre. Non seulement il peuple les prisons de « laïques », militaires et journalistes, mais il s'en prend aux écoles privées des gulénistes les privant ainsi d'influence et de finances. Il y aura en 2014 des élections municipales puis des présidentielles que compte bien remporter M. Erdogan, l'opposition laïque étant toujours divisée et sans chef populaire. Reste donc à savoir comment se comporteront les gulénistes. En même temps, l'armée se réveille : elle demande une révision des procès qui ont mis des centaines de ses officiers en prison, aux côtés de nombreux journalistes. Cet ensemble de mesures a des répercussions négatives sur l'économie turque déjà en perte de vitesse après plusieurs années de forte croissance. Or, ce sont ces succès économiques, au moins autant que son conservatisme religieux, qui ont permis à M. Erdogan de gagner les élections précédentes.

Lettre n° 211 - 15 janvier 2014

L'islam enseigné dans les écoles primaires allemandes. C'est du moins ce que nous dit un magazine marocain francophone (saluons au passage l'élargissement de l'horizon des lecteurs et le ton très factuel du journal). Catastrophe diront les islamophobes, l'islamisation de l'Europe gagne du terrain. Pas du tout, répondent les Allemands, c'est au contraire un moyen de couper l'herbe sous le pied d'interprétations violentes, une sorte de vaccination en quelque sorte. En prime, ça renseignera les non musulmans. En fait, à mon avis, ça dépendra de la façon dont enseignera l'instituteur.

Irak-Syrie : 2 camps, c'est trop simple ! La presse française nous informe assez bien, mais la complexité de la situation mérite une petite synthèse. Je résume donc à ma façon. L'Irak et la Syrie sont gouvernés par les chiites, en Irak parce qu'ils sont majoritaires ; en Syrie, où ils sont très minoritaires, c'est la main de fer d'Assad qui leur permet néanmoins de diriger, avec depuis quelques mois l'appui des chiites d'Iran et du Liban. Donc les sunnites sont écartés du pouvoir. Ils en sont très amers en Irak car ils dirigeaient jusqu'à la chute de Saddam, et révoltés en Syrie par la dureté de la répression. Par ailleurs, ils forment la quasi-totalité de la population de vastes territoires - les zones libérées de Syrie et le nord-ouest de l'Irak - où le pouvoir chiite est donc mal assuré. Ces deux régions étant contiguës, les sunnites font cause commune de part et d'autre de la frontière. Les combattants d'Al Qaïda, ont même formé le projet d'établir un « émirat » sunnite à cheval sur l'Irak et la Syrie. Dans un premier temps, ils semblent avoir été acceptés dans ces zones sunnites syriennes et irakiennes, en partie avec l'afflux de volontaires internationaux (des musulmans de divers pays, y compris convertis européens). Le passage de ces volontaires par la Turquie semble avoir été toléré jusqu'au 13 janvier, date à laquelle une enquête musclée a découvert des passages d'argent et d'armes, que des autorités policières auraient protégés. Il est difficile de découvrir ce qui s'est exactement passé car la répression de la justice et de la police par l'actuel gouvernement est à l'ordre du jour pour plus d'une raison. Par ailleurs, les groupes liés à Al Qaïda ont semble-t-il agi de façon violente et se sont aliéné les populations sunnites locales. Le gouvernement chiite de l'Irak encourage donc ces populations sunnites à ne pas tolérer les groupes liés à Al Qaïda. Mais celles-ci sont prises entre un réel désir d'échapper à Al Qaïda et de fortes réticences à aider le gouvernement chiite de l'Irak. De même en Syrie, les rebelles anti-Assad, des relativement laïques aux plus islamistes, se sont unis pour ne pas admettre les partisans Al Qaïda dans les « zones libérées ». Ce conflit profite à l'armée d'Assad. Reste encore les Kurdes qui cherchent à prendre le contrôle contre tous les autres camps dans les zones où ils habitent assez nombreux et puissants.

Israël boycotté aux Etats-Unis, selon France 24. L'un des principaux syndicats américains de chercheurs et d'enseignants propose - à plus de 60% - le « principe d'une rupture des relations avec des établissements publics israéliens de recherche » et s'oppose aux « programmes académiques soutenus par l'Etat hébreu ». C'est une première aux États-Unis mais pas dans d'autres pays occidentaux. En effet, l'appui américain à Israël a toujours été affirmé, même si les divergences tactiques sont fréquentes. Comme déjà dit dans cette lettre, cet appui ne vient pas d'un « lobby juif » comme on l'imagine dans le monde musulman, mais de raisons historiques profondément enracinées. En effet, depuis la fondation des Etats-Unis on peut distinguer deux courants : l'un, le plus connu en Europe, s'appuie sur la proclamation de la liberté, qui

a séduit beaucoup d'immigrants. L'autre courant, bien différent, est celui des puritains qui sont aujourd'hui relayés par les évangélistes pour lesquels les États-Unis sont « le nouvel Israël » : au sens biblique du terme, celui de l'accomplissement religieux à la fin des temps. Or, chaque politique peut être conduit à courtiser ce courant évangéliste qui représente des dizaines de millions de votants, à comparer à un électorat juif d'environ 4 millions.

Israël et Iran, suite. Dans ce contexte d'un début de divergence entre Israël et les États-Unis, est survenue l'affaire de l'accord intérimaire avec l'Iran. Dès lors, Israël et l'Arabie Saoudite (une fois de plus dans le même camp) ont quasiment accusé les États-Unis de trahison. Ils ont pu dire « la seule différence entre Ahmadinejad et Rohani est que le premier était un loup habillé en loup et que le second est un loup habillé en agneau ». Il faut se souvenir que le gouvernement israélien s'appuie sur une majorité favorable à des solutions musclées tant pour la Palestine que pour l'Iran. Mais, en dehors de cette majorité parlementaire, les avis en Israël sont plus nuancés. Les services secrets israéliens seraient par exemple convaincus qu'il y a une réelle différence entre Rohani et son prédécesseur, voire entre Rohani et le guide suprême. Seul le premier aurait réellement un appui populaire.

Lettre n° 212 - 25 janvier 2014.

Tunisie : la constitution, le sacré ; le ministère du tourisme ; les présences à Davos. Le projet de constitution a été adopté le 23 janvier. Parmi les derniers compromis, il y a eu l'article 6 qui interdit l'accusation d'apostasie. Cette accusation concerne le musulman qui souhaite abandonner sa religion ou *a fortiori* qui la traite de façon insultante. La peine peut être l'exécution avec la possibilité de disposer de trois jours pour changer d'avis. La femme musulmane risque d'être emprisonnée à vie mais une libération est possible si elle revient sur ses positions. Pour nombre de musulmans, l'Etat devait manifester clairement son rôle de protecteur. Voici l'article 6, fruit du compromis : « L'État est gardien de la religion. Il garantit la liberté de croyance et de conscience et le libre exercice du culte. Il est le protecteur du sacré, garant de la neutralité des mosquées et lieux de culte par rapport à toute instrumentalisation partisane. Sont prosrites l'accusation d'apostasie et l'incitation à la violence. » Certains musulmans ont rappelé qu'un texte humain ne saurait primer contre l'autorisation religieuse à punir tout renégat. L'investiture du premier ministre « de consensus » Mehdi Jomâa est proche. Lors de la constitution de son équipe, devant nombre de protestations, il finit par renoncer à l'attribution du poste de ministre du Tourisme au voyageur tunisien de confession juive, René Trabelsi. Il fut conduit à lui préférer Mounir Sahli, auteur de l'ouvrage « *Révolutionner le tourisme tunisien* », paru début 2013.

En attendant, les responsables de tous les camps vont ensemble à Davos : Rached Ghannouchi, président du mouvement *Ennahdha*, parti dominant en tête ; Béji Caïd Essebsi qui est dans l'opposition à la tête du second parti « *Nidaa Tounès* » dont il est le fondateur. On a aussi le nouveau premier ministre, Mehdi Jomâa, et la présidente du patronat tunisien, Wided Bouchamaoui.

Egypte. Au référendum sur la constitution, le oui l'a emporté avec 98,1% des votants et 38% des inscrits, alors que les Frères Musulmans n'avaient obtenu que 63% des votants et 19% des inscrits. Ce résultat conforte le général Sissi, le conduisant à être candidat à la présidentielle. Beaucoup de votants ont déclaré : « je viens voter pour Sissi ».

Algérie : une double relation à Mandela. Lors du décès de Mandela, l'Algérie officielle avait salué le militant gauchiste venu se plonger dans le bain tiers-mondiste algérien (donc avant son emprisonnement et son évolution ultérieure). Mais voici que le quotidien d'Oran s'intéresse enfin à son œuvre de réconciliation et regrette que les chefs du FLN n'aient pas suivi son exemple.

Algérie : très lent progrès pour les femmes devant l'emploi. L'Algérie se félicite de la réduction de l'écart des taux d'emploi entre les deux sexes à mesure que s'élève le niveau d'instruction. C'est un raccourci optimiste, car le taux d'emploi de la population âgée de 15 ans et plus, est de 63,7% en 2013 pour les hommes et de 13,9% seulement pour les femmes (+ 2% en 5 ans). Dans le détail, le taux d'emploi est de 58% pour l'ensemble des femmes diplômées de l'enseignement supérieur, de 37% pour les diplômées de la formation professionnelle et de... 6,6% pour celles qui n'ont aucun diplôme.

Lettre n° 213 - 4 février 2014

La Tunisie avance, suite. Ça y est, la constitution est adoptée le dimanche 26 janvier 2014 avec 200 voix pour, 12 contre et 4 abstentions. Le nouveau gouvernement est en place et les ministres sont réputés sérieux. On verra si le premier ministre, Mehdi Jomâa, a le sens du symbole et de la communication pour un grand coup médiatique qui ramènerait les touristes et si possible quelques investisseurs. Il faut lui souhaiter un grand succès, d'une part pour la Tunisie et d'autre part pour qu'on ne lui impute pas les échecs du gouvernement précédent qui serait ainsi « blanchi ». En attendant, cette sortie (partielle) de crise par le compromis fait l'admiration de certains étrangers parmi lesquels Algériens et Marocains.

Il semble que la constitution établisse un régime semi-présidentiel, les pouvoirs étant répartis entre le président et le premier ministre. Le président peut dissoudre l'Assemblée, il préside le conseil de la sécurité nationale et il est le chef des forces armées. Il ratifie les traités et il peut prendre les mesures requises par des circonstances

exceptionnelles (art. 79). Il nomme aux emplois supérieurs dans l'armée et la sécurité nationale. La commission parlementaire concernée a toutefois la possibilité d'une opposition dans un délai de vingt jours. Le président préside aussi le Conseil des ministres pour ce qui concerne son « domaine réservé » : défense, affaires étrangères, sécurité nationale. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense sont choisis en concertation avec lui. Sur l'Internet tunisien, se poursuivent des débats relatifs à la législation concernant les élections législatives et présidentielles, législation qui ne semble donc pas encore prête.

Lettre n° 214 - 14 février 2014

Le Maroc en Afrique francophone. Depuis quelques années, le Maroc se souvient qu'il est africain et qu'il peut contribuer au développement général en s'intéressant davantage aux pays francophones voisins de son sud.

La bourse de Casablanca va lancer en coopération avec Paris des programmes de formation pour les financiers de l'Afrique subsaharienne francophone. L'OFPPT forme des cadres tchadiens dans les domaines du Textile Habillement/Cuir, en concrétisation d'une convention signée en novembre 2012. Les écoles de commerce marocaines privées se précipitent pour fournir aux subsahariens francophones les formations nécessaires à leur développement. Il s'agit aussi de « fixer » l'offre estudiantine africaine traditionnellement dirigée vers les pays du Nord en développant des programmes universitaires adaptés à l'Afrique subsaharienne. C'est excellent pour les budgets tant subsahariens que marocains, et pour la francophonie, puisque les enseignants et les élèves du Royaume ne pourront plus oublier de parler français du fait de la présence de leurs camarades et élèves africains. Remarquons que l'université Al Akhawyn d'Ifrane a, elle aussi, commencé à recruter des étudiants sub-sahariens. Cette université est anglophone, mais certains cours en français et/ou en arabe doivent obligatoirement être suivis et un test en français (TEF) est imposé aux nouveaux étudiants afin de juger s'ils doivent recevoir des cours en cette langue.

Le Maroc et les subventions. Le pays se ruine en vendant sur le marché intérieur à un prix inférieur aux cours mondiaux. C'est terminé. Les prix de l'essence super et du *fueloil* n°2 ne sont plus subventionnés. Quant au *gasoil*, les subventions baisseront progressivement cette année. Cependant restent encore subventionnés le butane, le *fuel* de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable, le sucre, ainsi que la farine de blé tendre.

Le Maroc « islamiste ». C'est un parti islamiste, le PJD, qui est à la tête de la coalition gouvernementale au Maroc. Il n'a qu'un pouvoir limité, les questions importantes dépendant toujours du roi. Dans quelle mesure ce parti a-t-il réussi à islamiser la

vie quotidienne des Marocains ?

Quelques échos : La lecture en petits groupes du Coran se développerait chez les particuliers, multipliant aussi les agacements. Un colonel islamiste a été limogé pour avoir refusé de serrer la main de la première « préfette », prétextant qu'une femme « ne peut remplir la fonction de représentation du Commandeur des croyants (le Roi) dans une mosquée ».

Des journaux arabophones demanderaient une réglementation de *Facebook* pour empêcher des évangélistes de distribuer des bibles traduites en *darija* (voir ci-après). Le gouvernement islamiste vient de bloquer une fois de plus l'enseignement des sciences en français, pourtant de plus en plus réclamé.

L'éducation nationale au Maroc. Après la banque mondiale, c'est l'Unesco qui déplore les mauvais résultats malgré un relativement bon budget. Pour certains, cela s'explique en partie par le fait que la langue d'enseignement (l'arabe standard) n'est pas la langue maternelle de l'élève. Celle-ci est soit une des variantes du dialectal très éloignée de l'arabe standard, la *darija*, soit une langue berbère.

Le français est parfois enseigné en 2e ou 3e année du primaire mais relève aussi d'assez fréquents cours privés.

Une réforme en cours veut généraliser l'enseignement du berbère, avec un troisième alphabet, le *tifinagh*, en plus de l'alphabet latin et de l'alphabet arabe. Cela semble avoir multiplié les abandons de scolarité mais il est difficile d'avoir des avis sereins car ces questions linguistiques cachent des problèmes politiques.

En pratique, la *darija* de Casablanca gagne du terrain y compris dans les médias, qu'elle soit transcrite en caractères arabes ou latins (ordinateurs, téléphones...). Elle vient d'être adoptée pour la Bible mais n'est pas assez standardisée pour être un support de l'enseignement (S. El Maadani, Y. Montenay, in *Synergies Monde Méditerranéen* n°3 et ici même n°4). Pour d'autres Marocains, ces questions linguistiques ne sont pas très importantes puisque dans la plupart des pays du monde une bonne partie de la population a une langue maternelle différente de celle de l'école.

Allaitement obligatoire aux Émirats. La nouvelle loi sur les droits de l'enfant, votée il y a quelques semaines, oblige les femmes à allaiter leurs bébés jusqu'à leurs deux ans. La loi ne précise pas encore les peines encourues par les mamans rebelles, mais permet aux maris de porter plainte contre les épouses qui refuseraient d'allaiter.

Le Yémen va devenir un Etat fédéral. Il n'y aura pas le Nord et le Sud comme le réclamaient les sudistes. Le Yémen du Sud était indépendant jusqu'en 1990. En fait, Nord et Sud sont eux-mêmes très divisés, y compris religieusement. Il y aura quatre provinces dans le Nord et deux dans le Sud.

Lettre n° 215 - 1^{er} mars 2014.

Le premier ministre turc s'embourbe. Vous avez suivi les péripéties récentes en Turquie, sur fond de rivalité entre deux courants islamistes, celui, au pouvoir, de l'AKP et de son chef (jusqu'à présent), le premier ministre Erdogan, et celui, dans l'ombre, du réseau « guléniste », puissant dans la magistrature et la police, qui ont débusqué des affaires de corruption touchant l'AKP et la famille du premier ministre. Celui-ci a réagi en destituant magistrats et policiers et en faisant passer une loi surveillant l'Internet, bref en s'écartant de plus en plus de ses proclamations démocratiques. Lui qui se voyait encore, il y a peu, plébiscité aux prochaines municipales puis comme président de la république, est maintenant menacé. Toutefois fédérer les diverses oppositions sera difficile : à part l'hostilité au gouvernement actuel, il n'y a pas grand-chose en commun entre laïques nationalistes de droite, laïques socialisants de gauche, Kurdes et enfin islamistes « modernes » gulénistes.

Lettre n° 217 - 21 mars 2014

« Le salafisme en Europe : acteurs, enjeux et discours ». C'est le titre de l'article écrit par Samir Amghar, mis en ligne le 14 janvier 2014 sur le site de l'Observatoire des Religions et de la Laïcité (ORELA). En voici quelques extraits : « ... Prônant une approche littéraliste du Coran et de la tradition, le salafisme veut purger la pratique religieuse de ses particularités locales et de ses évolutions depuis 14 siècles... » les salafistes peuvent être classés en 3 tendances.

- La première est de type quiétiste. Proche de l'Arabie Saoudite, elle s'oppose à la violence armée et à la politisation de l'islam qui menace l'unité de l'*Umma*, et met l'accent sur la formation et la prédication.
- La deuxième est politique : création de partis, de syndicats et d'associations pour faire pression sur les pouvoirs. En Belgique, cette tendance demande la nationalité belge, le droit de vote, des émissions musulmanes à la radio-télévision d'État, des congés les jours fériés musulmans, des repas *hallal* etc., donc une autonomie juridique relevant de la *charia*.
- La troisième tendance se veut révolutionnaire, prône l'action directe, l'usage de la violence et refuse l'insertion dans les sociétés musulmanes ou occidentales. Les militants s'engagent à aider militairement et financièrement leurs frères d'armes par un « *jihâd* de libération » dans toutes les zones de conflits : Bosnie, Tchétchénie, Cachemire, Afghanistan, Irak et Syrie. En Occident, où il est impossible de mener des actions armées, cette tendance appelle à l'agitation et à la propagande en prônant des actions spectaculaires : manifestations,

opérations « coup de poing », déclarations virulentes... Le salafisme est devenu en quelques années un acteur incontournable au détriment des mouvements de ré-islamisation plus anciens - *Tabligh*, Frères Musulmans... - qui du coup sont devenus anti-salafistes.

Les deux premières tendances ne sont pas juridiquement répréhensibles en Occident mais sont surveillées par les autres musulmans et par les pouvoirs publics mais leur atomisation complique les contrôles.

Maroc : la discussion sur les langues s’amplifie. Cela se fait sans drame : rien à voir avec la crispation officielle en Algérie ou avec celle entre ukrainophones et russophones actuellement. Rappelons qu’un Marocain connaît en général plusieurs langues : - l’arabe standard (dit parfois, à tort, classique) enseigné à l’école, - d’importants rudiments d’arabe coranique, - quelque peu d’anglais, - le français, - mais aussi, pour un tiers d’entre eux, l’*amazigh* - ou plutôt un des dialectes berbères reconnus comme langue officielle par la nouvelle Constitution - et, enfin, - la *darija* (ou « le marocain »). Non codifié, longtemps cantonné à un usage oral et quotidien, ce dialecte progresse dans le domaine de la presse et de la création artistique et littéraire. On peut se référer à mes deux entretiens avec la linguiste marocaine Selma El Madani dans *Monde Méditerranéen Synergies* n° 3 et n° 4, ici même.

Voici deux exemples de cette diversité. L’écrivain Mohamed Nedali écrit en français, bien que ce soit sa quatrième langue. Youssouf Amine Elalamy publie en *darija*. Il précise : « Jusqu’à l’âge de six ans, je n’ai parlé que cette langue. J’ai voulu montrer qu’elle pouvait avoir une dimension poétique. » Il a ainsi touché un public plus large et plus jeune : « Pour la première fois, j’ai vu des jeunes Marocains courir vers des livres. La pile est descendue d’un coup, comme dans un dessin animé ! »

Sourdine à la prière. En 2008, le PJD (islamiste), alors dans l’opposition, s’était opposé à la baisse du son de l’appel à la prière. Maintenant au pouvoir, il accepte de le faire devant l’accumulation des plaintes, surtout pour la prière du matin. Dans d’autres pays, beaucoup de chrétiens voisins de mosquées, et beaucoup de musulmans aussi, voudraient bien bénéficier de cette règle.

Le Maroc et ses campagnes. Le Maroc se développe cahin-caha, sous Mohamed VI, mais comme il part de très bas, il a encore énormément de chemin à faire, en particulier à la campagne. Là, les 3/4 des femmes commencent à travailler à moins de 15 ans, la grande majorité d’entre elles étant analphabètes. Jusqu’il y a une vingtaine d’années, le Maroc était à majorité rurale. Et même s’il s’urbanise rapidement, il reste encore environ 40% de la population à la campagne. Je lis, par ailleurs, que seuls 35% des enfants marocains entrant en 4e année primaire savent vraiment lire.

Maroc-Arabie, un accord sur le permis de conduire ! Celui des Marocains sera valable en Arabie et réciproquement. Pas celui des Marocaines bien sûr.

Prénoms interdits en Arabie. Le ministère saoudien de l'Intérieur a publié, jeudi 13 mars, une liste de 51 prénoms jugés « non conformes à la culture ou la religion » du pays. Par exemple d'origine occidentale : Alice, Linda ; ou à connotation royale : Amir - prince en arabe - et Malika, reine.

Karachi dépasse les 20 millions d'habitants. Et continue à croître pour peut-être devenir la première agglomération du monde d'ici 2030. Mais dans la violence. Depuis les années 1980, Karachi est confrontée à des rivalités partisans et ethniques (ça se recoupe souvent) qui virent à des violences criminelles pour contrôler ses ressources. La ville a éclaté en quartiers ethniques fragmentés socialement. Mais elle reste la métropole pakistanaise et « une forme d'ordre » s'y serait instaurée qui rend cette violence « gérable » et l'économie continue à tourner.

Lettre n° 218 - 31 mars 2014

Les présidentielles en Indonésie. C'est le 9 juin que les élections présidentielles doivent avoir lieu dans le plus grand pays musulman du monde. Il y a 250 millions d'habitants : environ 220 sont musulmans, les autres chrétiens, hindous et bouddhistes. Cependant, l'islam n'est pas religion officielle. Les partis politiques islamistes sont minoritaires sauf dans la partie semi autonome de l'île de Sumatra. Le président actuel Yudhoyono termine assez paisiblement son deuxième mandat. Certains lui reprochent toutefois de n'avoir pas agi avec suffisamment de vigueur contre les islamistes, la bureaucratie ou la corruption. Cette dernière apparaît en tout cas comme largement responsable d'une déforestation dramatique. En principe, celle-ci viserait à répondre aux séductions de la demande chinoise de bois mais aussi d'huile de palme venant de plantations remplaçant la forêt. Le principal parti d'opposition, mené par la fille de l'ancien président Sukarno, a choisi un candidat déjà populaire, le gouverneur de Jakarta, Joko Widodo, qui a une image plus énergique.

Lettre n° 219 - 10 avril 2014

L'imbroglio politico-religieux international et sa projection militaires en Syrie. Voici un rappel s'appuyant notamment sur un article de *The Economist* du 22 mars. La guerre civile entre dans sa quatrième année, et a fait environ 150 000 morts, neuf millions de sans-abri et trois millions de réfugiés sur les vingt-trois millions d'habitants. La presse internationale amplifie les événements militaires : après avoir annoncé

la défaite prochaine de Bachar El-Assad, elle évoque maintenant sa victoire. Certes, il a repris des positions, notamment autour de Damas avec la prise de Yabroud, et le 9 avril de Rankous, après celle de Qusayr. Il gêne ainsi l'approvisionnement des rebelles sunnites par le Liban et dégage un peu la route de la capitale vers la côte où se trouve le fief de sa communauté alaouite. Rappelons que les Alaouites constituent une variante du chiisme, d'où leur alliance avec l'Iran et le *Hezbollah*, (ce parti de Dieu qui rassemble une grande partie des chiites libanais). Il faut remarquer que, malgré ces deux derniers appuis (au moins 8.000 hommes bien armés et organisés), et même avec le monopole de l'aviation et de l'artillerie, il n'arrive pas à progresser dans le nord du pays et y recule ponctuellement. Cela, malgré la division de l'opposition déchirée par une guerre violente entre une coalition démocrate-islamiste d'une part et les djihadistes liés à *Al Qaïda* d'autre part. Ceux-ci se revendiquent comme « l'État Islamique d'Irak et de Syrie » dont nous avons parlé dans notre dernière lettre à propos de la révolte des sunnites d'Irak contre leur gouvernement chiite. Les djihadistes ont été refoulés vers Raqqa, à l'ouest par les « démocrates » et à l'est par les Kurdes. On se demande maintenant si les événements d'Ukraine vont gêner l'appui des Russes à Assad, par exemple en décidant les Américains à fournir des missiles anti-aériens aux « démocrates ». Ce que l'Arabie leur demande instamment, mais les Américains craignent de les voir utilisés contre des avions civils.

Difficultés et Ressources de la démocratie en Afghanistan. Vous vous souvenez que si les talibans sont opposés aux élections, c'est parce qu'ils suivent une interprétation rigoriste de l'islam, en l'occurrence celle de l'école déobandite qui, comme les wahhabites par exemple, disent que les lois ayant été fixées par Dieu, des hommes ne peuvent en fixer d'autres, fussent-ils élus. Mais ces élections, comme dans les autres pays musulmans, montrent que le citoyen de base ne se préoccupe pas de ce discours théorique et a un comportement non pas « laïque » (terme compris comme « antireligieux ») mais « séculier » (un comportement ne se souciant pas de la religion ou, permis par l'interprétation personnelle de ladite religion). Cette aspiration à la démocratie est tellement forte que les mouvements islamistes l'ont reprise, tout en faisant le maximum pour la limiter (restriction de la liberté d'information, demande de faire figurer dans la constitution une référence à la *charia* etc.) [...]

Un modèle turc affaibli... Cette idée de « modèle turc » était surtout présente dans les pays arabes qui connaissaient le mieux la Turquie. Pour des raisons historiques (la plupart ont fait partie de l'empire ottoman, donc Istanbul est leur ancienne métropole). Pour des raisons d'actualité, dont les ventes de produits turcs dans le monde arabe : alimentaires, industriels, culturels, dont le succès des séries télévisées et du tourisme. Ces ventes donnent une image moderne de la Turquie. Bref, des musulmans pieux pouvaient se dire : « en allant en Turquie, nous restons chez nous, c'est-à-dire dans

un décor physique et social musulman méditerranéen, tout en allant dans un pays moderne, et c'est moins cher qu'en Occident » ... quitte à maudire les Turcs d'avoir rejeté l'alphabet arabe et choisi l'alphabet latin. Cette idée de « modèle turc » a repris de l'actualité pendant le printemps arabe. L'idée originelle était que l'on pouvait se développer en imitant l'Occident, comme l'ont fait les Japonais. C'est ce qu'avait fait Atatürk mais, en même temps, son régime restait autoritaire à direction militaire, et l'islam y était accusé d'être une des causes du sous-développement. Le « modèle » avait pris une dimension supplémentaire avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir. On pouvait devenir démocrate et se développer tout en étant musulman, voire islamiste. Cette idée s'est ensuite nuancée et affaiblie avec l'échec économique des islamistes hors de la Turquie, et leur oubli des principes démocratiques une fois au pouvoir, en Turquie comme ailleurs.

Polygamie légale au Kenya. Les chercheurs de l'université de Laval (Canada) donnent, pour le Kenya, en février 2012, la répartition suivante des références religieuses : « La majorité de la population, 66% est de religion chrétienne, alors que 26% pratiquent des religions tribales africaines, et 6% sont des musulmans ». Or, le Parlement kenyan a récemment voté la possibilité que chaque homme puisse épouser le nombre de femmes souhaitées, formalisant ainsi des lois coutumières, pas seulement propres au Kenya. Quelle a été la réaction des femmes députées ? Elles se sont montrées furieuses face à l'abandon de la clause imposant le consentement de la première épouse !

Lettre n° 220 - 20 avril 2014

L'Arabie et le wahhabisme. L'Arabie a une influence croissante, bien au-delà de son rôle direct de producteur de pétrole. Nous avons souvent parlé du rôle des missionnaires wahhabites qui poussent à se radicaliser les populations qui ont un islam beaucoup plus paisible et moins rigoriste. J'ai dit radicalisme (doctrine) et non djihadisme (violence) que l'Arabie n'approuve pas, mais il faut bien constater que des individus radicalisés peuvent glisser spontanément vers la violence. C'est le cas de Ben Laden, qui a, certes, été déchu de sa nationalité saoudienne mais que ça n'a pas empêché d'agir. C'est le cas des jeunes Français partant tuer du chiite en Syrie et y persécuter sunnites modérés et chrétiens. Le tableau est un peu compliqué du fait que l'Arabie n'aime pas les mouvements politiques islamistes comme les Frères Musulmans, de crainte qu'ils ne s'attaquent à son régime, mais ça n'enlève rien au danger de la diffusion du wahhabisme. Le rigorisme religieux pousse à la destruction du patrimoine archéologique pour éviter que les sites et leurs objets puissent donner lieu à vénération. Toute recherche historique ou artistique locale est bloquée par la non-délivrance de visas. On note cependant le lancement d'un musée séoudien. La crainte des religieux rigoristes

est sans doute de voir les données archéologiques et historiques remettre en cause ou éclairer différemment l'histoire de Mahomet et de l'islam. Il est vrai que, en ce qui concerne la Bible, on sait aujourd'hui que certains de ses passages sont purement légendaires et non historiques. De toute façon, la question des textes des trois grandes religions monothéistes reste ouverte car ils ont mis trois siècles ou plus à se compléter et à se stabiliser. Dans ces conditions, les historiens peuvent mettre en doute la possibilité d'accéder au message originel.

La monarchie séoudienne et sa continuité ? Rappelons que le wahhabisme est profondément lié à la monarchie séoudienne. Sa puissance et son prestige dépendent largement de l'évolution du régime. Or, la monarchie est vieillissante au sommet et proliférante à la base : 15 à 20 000 princes qui auraient « droit » à une partie des recettes pétrolières. L'avenir de la monarchie n'est pas forcément assuré sous la forme actuelle. Une bonne part de l'élite séoudienne, femmes comprises, s'est formée aux Etats-Unis. Le roi Abdallah (quatre-vingt-dix ans) vient de réagir à la question du vieillissement. Il a nommé prince héritier « en second » un « gamin » de soixante-neuf ans, son demi-frère Moqren. Or, c'est le plus jeune des trente-cinq fils restants mais il a dirigé les services de renseignements. C'est quand même une surprise car la règle est que la transmission du pouvoir se fasse d'un frère à l'autre en respectant le droit d'aînesse. Ce fut le cas après la mort d'Ibn Séoud (1953). Ses fils se succédèrent ainsi, selon le droit d'aînesse : Saoud (1953-1964), Fayçal (1964-1975), Khaled (1975-1982), Fahd (1982-2005), Abdallah le titulaire actuel accéda au pouvoir en 2005. L'actuel prince héritier est normalement Salmane mais il est âgé de soixante-dix-neuf ans et malade. Peut-il « passer son tour » au profit de Moqren ? De toute façon, si Abdallah vit encore quelque temps, bien d'autres frères peuvent disparaître, être malades ou fatigués. De là peut-être le choix du plus jeune ! Abdallah pourrait se retirer et arbitrer en cédant le pouvoir à Moqren.

Karima Bennoune précise la réalité du fondamentalisme et l'inadéquation des réactions occidentales. *The Economist* du 31 août 2013 fait une présentation détaillée du livre de Karima Bennoune, Algérienne, devenue professeur de droit à l'université de Californie. J'en profite pour dire que - dans les colloques relatifs à la langue française ou aux pays musulmans - nombreux sont les Maghrébins qui ont de bons postes aux États-Unis et au Royaume-Uni, où leur connaissance du français est « un plus » qui s'ajoute bien entendu à un excellent niveau dans leur discipline. Ce sont de bons ambassadeurs de la culture française, mais aussi une perte dramatique pour notre pays qui n'a pas su leur donner un poste à leur niveau. Et, bien sûr, une perte encore plus grave pour leur pays d'origine, conséquences de pressions sociales, religieuses ou politiques, qui se manifestent contre eux ! Revenons au livre, dont le titre est « Votre fatwa ne s'applique pas ici ». L'auteur donne des récits vécus pour l'Algérie, ou recueillis pour d'autres

pays musulmans. Ces récits décrivent l'horreur sanglante des actions fondamentalistes effectuées après qu'aient été déclarés « apostats » des musulmans d'une civilisation et d'une culture très supérieure à la leur, que l'on se donne ainsi « le droit » de tuer. La quasi-totalité des victimes des fondamentalistes sont en effet d'autres musulmans et non « le reste du monde ». Les Occidentaux sont impressionnés par des attentats comme celui du onze septembre mais ils ne sont qu'une partie des massacres perpétrés, ici et là, dans les pays musulmans. Faute de savoir cela, les réactions occidentales sont contre-productives. La première excuse les fondamentalistes sous le prétexte que les Occidentaux ont exploité et exploitent toujours le monde musulman. La deuxième accuse l'islam en tant que religion, c'est-à-dire tous les musulmans, au lieu d'aider l'immense majorité anti-fondamentaliste. Vous avez reconnu une idée que je défends souvent ici.

L'*imbroglio* du public et du privé dans l'économie de l'électricité au Pakistan.

Le Pakistan est en situation d'échec économique, et sécuritaire, les deux étant liés. Depuis cinq ans, la croissance est de 2,9 % par an soit à peine plus que la croissance de la population qui atteint maintenant 186 millions. Le chômage des jeunes est massif et contribue probablement à la violence générale. Une facette de cet échec : des coupures d'électricité permanentes. Le premier ministre, Nawaz Sharif, élu l'an dernier, avait promis d'y remédier. Ces coupures résultent du fait que les producteurs privés freinent leurs productions pour fournir le moins possible le distributeur public qui ne les paie pas car il n'est lui-même pas payé par le client final. Une partie de l'électricité est piratée, comme c'est le cas dans les écoles coraniques. Leurs dirigeants ne payent pas pensant qu'on n'osera pas leur couper le courant. De plus, l'électricité produite à partir du gaz importé est vendue au sixième du prix d'achat mais les juges refusent l'augmentation des tarifs aux particuliers. Quant aux producteurs publics, ils tournent à 10 % de leur capacité en raison d'une mauvaise gestion. Il est prévu de les privatiser mais les investisseurs ne se précipitent pas pour travailler dans d'aussi mauvaises conditions.

C'est le foot qui fait la Libye. Vous connaissez l'éclatement de la Libye entre tribus et régions, entre islamistes et démocrates, entre berbères et arabes, entre traditionalistes et modernistes, entre anciens partisans de Kadhafi et les autres, entre groupes tentant de contrôler la production de pétrole et son exportation etc. Heureusement, il y a le foot : tout le monde est uni devant des écrans géants pendant les matches de l'équipe nationale à l'étranger.

Lettre n° 221 - 10 mai 2014

Le Coran marocain. D'abord un petit rappel historique : l'imprimerie n'a été autorisée que très tardivement dans l'empire ottoman et plus tardivement encore au Maroc. Une des raisons, outre la réticence de tout pouvoir fort envers la diffusion des « mauvaises idées », en est la résistance des *oulémas* et des copistes, s'ajoutant aux sentiments que ce livre devait rester un objet non industriel. L'époque a changé. Il y a de puissantes imprimeries au Liban, en Égypte, en Arabie, et bien sûr, au nord. Des dizaines de millions de Coran sont probablement imprimées chaque année.

Le Maroc s'équiperait maintenant à son tour. L'intérêt de l'imprimerie était par ailleurs limité par l'analphabétisme général. Mais, depuis quelques dizaines d'années, la proportion de la population pouvant lire l'arabe a beaucoup augmenté. Il y a eu une explosion des ventes de livres, scolaires au premier rang, le Coran au deuxième rang. La littérature générale ou d'essai est très loin derrière.

Chaque Marocain peut posséder diverses sortes de Coran. Il y a le grand format pour les personnes âgées et toutes sortes de formats variés en fonction des situations de sa lecture. Son texte peut même investir toutes sortes de supports qui constituent le décor des pièces.

En 2010, le roi a lancé un Coran « marocain » distribué aux mosquées et destiné à remplacer peu à peu tous les autres. Le texte est bien entendu le même, mais la décoration et l'écriture, maroco-andalouse, sont différentes, ainsi que certains détails, notamment de ponctuation qui sont liées au type de récitation : *Warch*, propre au Maghreb, et non *Hafs* (orientale) propre au reste du monde musulman. Bref, la spécificité marocaine est cultivée, à la fois pour des raisons identitaires et pour se couper d'un Orient religieusement inquiétant. Cela complète la tentative de reprise en main royale du milieu des *oulémas* depuis 2006. Bien évidemment, les Etats et les réseaux « du Golfe » financièrement dominants, sont hostiles à l'initiative royale mais la réaction des Marocains paraît positive.

La distribution du Coran dans les écoles est prévue et les manuels scolaires sont adaptés. C'est là un point fondamental si l'adaptation est bien faite. Par la suite, on aurait la possibilité d'une vente à 6 euros le volume. Ce qui existerait déjà, par exemple en Algérie.

La concurrence se poursuit y compris en Afrique occidentale, entre ce « Coran marocain » - lié à l'islam malékite, plus répandu au Maghreb et dont la jurisprudence peut remonter jusqu'à des pratiques autrefois en cours à Médine - et les « Coran séoudiens » d'inspiration wahhabite plus radicale et littéraliste. Cela s'inscrit toujours dans l'optique d'une poussée du royaume marocain vers son « sud ».

Un portail « linguistique » à l'Institut français d'Algérie. Ce portail entièrement gratuit a été officiellement lancé mardi 6 mai. On peut s'informer sur les « Tests de

Connaissance du Français », TCF ; le Diplôme d'Etudes en Langues Française, DELF ; le Diplôme Approfondi de Langue Française », DALF. Ces diplômes, officiels, sont délivrés par le Ministère français de l'Education Nationale. On peut s'y perfectionner en français. Une rubrique « Enseigner » et des espaces « scolaire » et « université-recherche » sont réservés aux enseignants. Côté culturel, vous pouvez y visiter le Louvre, écouter une radio francophone ou découvrir des vidéos en français.

Lettre n° 223 - 20 mai 2014

L'Indonésie en morceaux. Ce pays était déjà difficile à diriger du fait de son éclatement en un grand nombre d'îles, juridiquement matérialisé par un fédéralisme favorisant la corruption (souvent en faveur d'intérêts chinois) des notables locaux élus ou militaires, d'où la déforestation massive et, ce qui va de pair, la répression des ethnies minoritaires.

Les législatives viennent compliquer la situation, les 4 partis les plus importants n'ayant chacun que 9 à 19% des voix et les islamistes étant divisés en partis encore plus petits. Or le parlement de ce pays, outre son rôle normal, doit choisir les candidats à la présidentielle, chacun d'eux devant représenter 20% des sièges. Le favori, Joko Widodo, est suffisamment populaire pour être choisi par plusieurs partis, mais, que ce soit lui ou un autre qui soit élu, la composition d'un gouvernement s'annonce longue et compliquée.

La Côte d'Ivoire ressuscite. Historiquement et très sommairement, la Côte d'Ivoire était chrétienne, scolarisée et francophone au sud et peuplée d'animistes de langues locales au centre et au nord. Sa longue prospérité à l'époque coloniale puis sous la direction d'Houphouët-Boigny a suscité une immigration venue du nord, donc en grande partie musulmane.

En simplifiant toujours beaucoup, disons que Laurent Bagbo a déclenché la guerre civile et sa prise de pouvoir en attisant une réaction du Sud contre le nord en insistant sur « l'ivoirité ». Le camp opposé s'est rassemblé (péniblement) derrière Hassan Ouattara, financier international compétent et ayant une certaine légitimité (je ne me lance pas dans cette discussion), mais musulman. L'armée française légitimée par l'ONU lui a permis de prendre le pouvoir.

10 ans de guerre civile ont ruiné le pays et entraîné le départ des Français qui étaient restés nombreux, notamment comme patrons de PME, donc en contact direct avec la population et fournisseurs d'emploi. C'est le Ghana anglophone, maintenant bien géré depuis une génération, qui est devenu le phare de la région.

Les témoignages récents font état d'un redressement impressionnant d'Abidjan, avec le retour d'organisations internationales et d'une partie des Français.

Lettre n° 224 - 30 mai 2014

La Chine reste le premier fournisseur de l'Algérie. La France s'est fait doubler l'année dernière. Les chiffres des derniers mois confirment la position chinoise. Les mauvaises langues parlent de pratiques sur lesquelles les entreprises françaises ne peuvent s'aligner.

Les « défauts » du ministre de l'éducation nationale algérienne. Les islamistes lui reprochent d'être une femme, d'être francophone (comprendre : mieux parler français qu'arabe, ce qui n'est pas rare dans l'élite algérienne), voire « d'avoir des origines juives ». L'autre camp rétorque que les ministres arabophones précédents ont détruit l'école algérienne, et que c'est la compétence qui importe.

La prospérité du halal. Il y a peu, seule la viande était halal. Maintenant les esprits inventifs ont lancé les petits pots pour bébé, les tissus, les cosmétiques ... Le vin halal a fait un tabac au salon de l'agriculture de Meknès. On lui a bien sûr enlevé son alcool, en principe sans en changer le goût (je n'ai pas essayé), et il devrait pouvoir mordre sur le marché des boissons alcoolisées, dont les Marocains de plus de 15 ans consomment 2,5 litres par an. L'alcool est en effet en vente dans de nombreux magasins marocains, en principe pour « les amis chrétiens », mais le maire de Fès se serait plaint de devoir évacuer des ivrognes bien musulmans cuvant leur vin sur la voie publique.

Lettre n° 225 - 9 juin 2014

Tunisie et tourisme. Le tourisme continue de progresser, ce qui a l'avantage de recréer instantanément des emplois. Mais l'outil s'est dégradé et le niveau de 2010 n'est pas retrouvé. Après une carrière choc dans des entreprises internationales, la ministre du tourisme, Madame Amel Karboul, utilise son image avenante et dynamique dans les médias et dans toutes les langues. Elle vante la chaleur humaine, culinaire et climatique. Elle parle sur *youtube.com* aux Québécois de la Tunisie.

L'appel du CFCM et son écho au Maroc. Le Conseil français du culte musulman a publié un document sur les droits et devoirs des musulmans de France, dont le volet relatif au radicalisme tombe au moment de l'arrestation du Français Mehdi Nemmouche soupçonné de la tuerie du Musée juif de Bruxelles. Pour le CFCM, les musulmans de France sont « *inquiets de l'attractivité des thèses radicales auprès d'une fraction de la jeunesse en quête de sens, confrontée à des injustices et inégalités... Cette voie radicale profite des fragilités personnelles et recourt souvent à la manipulation et au dévoiement des textes sacrés... Les institutions, les élites et les pouvoirs publics doivent conjuguer leurs efforts avec les familles musulmanes pour juguler ces actions subversives qui ternissent l'image de la religion musulmane* ». La Presse marocaine a fait écho à cette déclaration.

Provocation et coopération marocaines. Hamid Chabat, patron de l'Istiqlal a proposé de remplacer le français par l'anglais en tant que « 2^e langue » derrière des langues nationales que sont l'arabe et le berbère (rappelons que le terme de « langue nationale » n'a pas de contenu juridique précis, contrairement à « langue officielle »). J'ignore l'écho qu'a eu cette déclaration mais il n'a pas dû être massif. Par contre, sur le terrain, on remarque que certaines entreprises internationales demandent un bon niveau « de français et d'anglais » et non plus seulement « de français ». De mauvais esprits font le rapprochement avec le prosélytisme protestant s'appuyant sur des bibles anglophones. Rappelons que l'Istiqlal a été à l'origine de l'arabisation de l'enseignement public marocain avec les conséquences catastrophiques que la plupart des Marocains admettent aujourd'hui. L'expérience devrait donc rappeler que jouer avec les langues peut être très dangereux. En sens inverse, le premier forum franco-marocain d'administration publique a été officiellement lancé le 22 mai 2014, à Rabat. « *Il a pour but de créer des liens entre les personnes issues de l'administration ayant suivi des formations de courte durée en France en diffusant des informations utiles (offres de formation, actualités politiques et institutionnelles), en organisant l'échange de bonnes pratiques, les rencontres de décideurs, de responsables et des fonctionnaires d'horizons différents autour de l'idée des valeurs du service public* » (résumé du discours de Madame Bernoussi, Directrice Générale de l'ENA). Loin de ces remous, les retraités français ont classé le Maroc « meilleur paradis de retraite à l'étranger », du fait de sa francophonie, de la sécurité, des soins médicaux, etc. Cela devant la Thaïlande, l'île Maurice, la Tunisie et le Portugal.

Festival et islamisme au Maroc. La « petite guerre » entre les islamistes, « un peu au pouvoir » et les jeunes en quête de distraction a aujourd'hui pour objet les festivals. Le PJD (parti islamiste du premier ministre), rappelle qu'il est de son devoir de critiquer « ce qui fait tant de mal à nos enfants et à notre jeunesse ». Cela pour le principe, mais aussi en détail (la tenue vestimentaire de telle chanteuse). Le PJD déplore que les télévisions publiques en diffusent les images. La ministre de la culture qui, elle, est d'un autre parti de la coalition, salue au contraire le festival Mawazin de Rabat comme un succès mondial pour le Maroc.

Malékites contre wahhabites. On sait qu'au Maghreb comme au Sahel, l'islam local malékite, considéré comme modéré, est sous vive pression des missionnaires wahhabites lestés de pétrodollars. On sait peut-être moins que ces derniers ont appuyé l'élection de l'actuel président du Mali. Dans le cadre de son offensive diplomatique et commerciale au Sahel, le Maroc est en train de former 500 imams maliens. Réaction des wahhabites de ce pays : « notre gouvernement trahit la laïcité » (sic !) en donnant la préférence au malékisme.

Lettre n° 226 - 15 juin 2014

Sexe, révolution et charia. J'ai écouté les interventions de Frédéric Encel et de Mathieu Guidère sur la « liberté sexuelle » pendant les Printemps arabes et sa « légalisation » par les islamistes. Ces derniers ne pouvaient pas diaboliser la partie de la population qui s'était quelque peu défoulée pendant les nuits révolutionnaires mais ne pouvaient pas tolérer non plus ce « désordre ». Ils ont donc poussé aux « régularisations » en remettant d'actualité différents types de « mariage musulman » : il y en a toute une gamme, du plus classique à celui « à durée déterminée », cette durée pouvant n'être que de quelques heures. Pour le reste de la gamme, je vous renvoie au livre de Mathieu Guidère « *Sexe et charia* », Édition du rocher, 2014. Outre cette question, ce livre donne toutes sortes de détails sur le statut des femmes et concubines en polygamie ainsi que les fatwas (conseils juridico- religieux) de lettrés répondant en direct aux questions des téléspectateurs sur la conformité religieuse de tel comportement sexuel. On pourra trouver ces réponses pittoresques ou navrantes selon son humeur. Elles m'ont rappelé les « Manuel du confesseur » des prêtres catholiques du XIXe siècle censés être ignorants en la matière, et certaines recommandations d'autres religions. Notons toutefois que, dans ce domaine, c'est la religion catholique qui a été la plus « bloquée ». Certains y verront à la fois une cause et une conséquence du célibat des prêtres.

Un grand pas en Tunisie. Après le mini blocage que nous avons signalé, un accord sur les élections est intervenu : les législatives auront lieu le 19 octobre et les présidentielles ensuite. Il semble qu'Ennahda veuille consolider son rôle de grand parti (le premier ou le deuxième, suivant que l'opposition sera plus ou moins morcelée), et cela avant les présidentielles pour lesquelles elle envisage de soutenir un candidat n'étant pas nécessairement de sa mouvance. Les islamistes préféreraient un président allié devant tenir compte d'un groupe parlementaire important, plutôt que de jouer quitte ou double et éventuellement de payer le prix d'un échec gouvernemental. Comme c'est arrivé en Égypte, par exemple ...

L'Algérie aide la Tunisie. Depuis la révolution, l'Algérie craint une déstabilisation de la Tunisie. Elle a donné quelques coups de main militaires et elle fournit beaucoup de touristes (indépendamment du problème tunisien, il est intéressant de constater qu'un pays comme l'Algérie, riche de paysages et de lieux potentiellement touristiques se fait doubler en capacité par un pays plus petit et moins bien doté par la nature). L'Algérie va aller plus loin : elle va prêter une somme mal définie à la Tunisie et ouvrir son marché aux entreprises tunisiennes.

Les Marocaines vues par les politiques. Lors de la séance mensuelle des questions orales à la Chambre Haute, la conseillère du parti de l'Istiqlal, Khadija Zoumi, a

affirmé que « la prostitution contribue à l'économie nationale et qu'il est temps de l'admettre ». Mme Zoumi a notamment épinglé « la Police des mœurs » de Marrakech qui cible des femmes alors que la prostitution concerne les deux sexes. Elle a cité le Coran qui évoque des mœurs dévoyées chez les hommes comme chez les femmes. Elle s'est élevée également contre une circulaire de la wilaya de Rabat qui interdit aux femmes de cette ville la possibilité d'un hébergement à l'hôtel. En sens inverse, le premier ministre Benkirane (PJD, islamiste) a critiqué « les femmes qui travaillent et ne trouvent plus le temps de se consacrer à leurs enfants et à leur famille ».

Irak-Syrie : qui est avec qui ? Les djihadistes syro-irakiens (avec leurs volontaires «internationaux» : français, maghrébins etc.) sont appuyés par les populations sunnites du nord de l'Irak, furieuses de leur exclusion du gouvernement de ce pays par le premier ministre chiite Nourri El Maliki. Ces populations sont encadrées par les militaires expérimentés de Saddam Hussein que les Américains puis les Chiites au pouvoir avaient écartés. Ses alliés américains et iraniens poussent El Maliki à former un gouvernement interconfessionnel d'union pour intégrer les Sunnites, ce qu'il refuse actuellement. Mais les récentes élections ne lui ont donné qu'une majorité très relative et les députés sunnites et kurdes viennent de claquer la porte. En attendant il est difficile de savoir si ce sont les djihadistes qui contrôlent vraiment les populations sunnites, ou s'ils ne fournissent que les combattants de première ligne, la population restant gouvernée par les tribus locales. En Syrie, au contraire, ces mêmes djihadistes sont en prise directe sur la population et se sont fait détester. Ils ont été jusqu'à présent épargnés par Assad, à qui ils ont été très utiles, d'une part en justifiant ses affirmations assimilant ses opposants à des terroristes islamistes, d'autre part parce qu'ils affaiblissaient les «vrais» rebelles (démocrates, salafistes et autres...) obligés de se battre non seulement contre Assad, mais aussi contre les djihadistes. Les djihadistes seraient-ils donc les alliés de fait d'Assad ? Un peu, mais ça ne peut pas durer. L'usage local est de se rallier au plus fort et au plus riche. Donc une partie des rebelles se rallie aux djihadistes, surtout depuis la prise de Mossoul, de son matériel militaire, fraîchement donné à El Maliki par les Américains (!) et de ses 500 millions de \$ dans la caisse de la banque d'État (alors que l'aide occidentale est très faible). Ce ralliement n'a rien d'idéologique (ou d'islamiste) et est réversible : Obama vient pour cela de mettre une grosse somme sur la table. La situation évolue, une partie des miliciens chiites irakiens venus soutenir Assad ont été rappelés en Irak. El Maliki en a besoin contre les mêmes djihadistes maintenant actifs en Irak. Il a fait savoir à Assad qu'il devait moins les ménager. Cela donne aux Occidentaux une raison de plus d'aider les démocrates, qui, d'Irak, attaquent les arrières des djihadistes.

Pendant ce temps, les chrétiens d'Irak... Ceux de la ville chrétienne de Qaraqosh, entre Mossoul et Erbil se réfugient chez les Kurdes. La ville d'Erbil est au Kurdistan.

Celui-ci, en principe, n'existe pas comme Etat, mais il a son gouvernement, son armée et son pétrole.

Avant l'arrivée des Américains en 2003, plus d'un million de chrétiens vivaient en Irak, dont plus de 600 000 à Bagdad. Ils ne sont aujourd'hui que 400 000 sur l'ensemble du territoire, d'après le patriarche chaldéen. Où sont les autres ? À l'étranger, et notamment dans les pays où ils ont pu entrer, soit comme réfugiés soit au titre du regroupement familial grâce à des parents, donc souvent en Occident. Nous avons accueilli dans la région de Sarcelles les premiers groupes de réfugiés, et je me souviens de la réflexion d'un enfant : « Tiens, chez vous aussi il y a des musulmans ? Pourquoi vous ne les tuez pas ? », sous-entendu « car chez eux, ils nous tuent ». Il faut rajouter que ces violences datent de la chute de Saddam et du terrorisme antiaméricain. Les chrétiens sont en effet considérés comme un peu occidentaux, ce qui n'est pas faux. Mais qui, à Washington, s'est soucié de ces « dégâts collatéraux » en décidant d'intervenir ?

Elections et confusion en Libye. Les élections législatives du 25 juin ont vu la défaite des islamistes. Ces derniers avaient pourtant réussi à faire interdire de la vie politique des personnalités concurrentes « compromises » avec le régime Kadhafi. C'est d'ailleurs cette interdiction qui a relancé la violence et la confusion dans le pays, avec une rechute de la production pétrolière, et des difficultés prévisibles du paiement des fonctionnaires et des militaires. Je souhaite bon courage aux « libéraux » qui viennent d'être élus ! D'autant qu'il leur reste une épine dans le pied (en plus de toutes les autres) : la ville de Derna. Les terroristes d'Ançar El Charia y interdisent les élections, « acte d'apostasie ». Les quatre sièges de cette ville ne seront pas attribués pour le moment. En juillet 2012, Ançar El Charia avait fini par accepter la tenue des élections à Derna en échange d'un communiqué stipulant que la charia serait appliquée en Libye (ce qui avait semé la consternation chez les soutiens occidentaux de « la révolution », peu au fait des complications locales). Cela n'a pas été fait, d'où la réaction actuelle des terroristes.

Quelle langue parlent les Algériens ? La controverse est ininterrompue depuis l'indépendance. Officiellement, ils parlent arabe. Il suffit de 5 minutes sur place pour voir que c'est une affirmation purement politique. Au mieux, l'arabe est lu et plus ou moins écrit par une partie de la population, mais il n'est pas parlé. Nos lecteurs connaissent ce sujet, mais je rajoute aujourd'hui cette description concrète d'un universitaire, Benaoumeur Khelfaoui (<http://www.forum-algerie.com/litterature-culture-art-histoire/106334-la-langue-francaise-quel-statut.html>) : « Et cette langue « algérienne », cette Daridja, cette langue maternelle avec laquelle nous avons nommé nos premiers petits jouets, et prononcé les premiers mots d'amour à nos papas et mamans (...) Vous l'effacez par simple coup d'éponge !? (... C'est) une créolisation d'amazigh (berbère), d'arabe et de français, (...). L'arabe classique ne sera conquise par nos petits qu'en

dévorant nos lourds manuels scolaires. Et cette langue du « colonisateur » (...) vous allez en constater la présence dans votre portable, les denrées remplissant votre couffin, la boîte à pharmacie, les manuels d'utilisation de vos appareils électroménagers, les documents d'état civil, le permis, la Carte nationale, le passeport, les diplômes, les enseignes publicitaires des différents magasins, les factures de Sonelgaz, Algérie Poste, Algérie télécom, Algérienne des eaux. Une si étrangère langue qui « colonise » pourtant notre communication sociale générale... !? » L'universitaire évoque une recherche sur le français utilisé par la société publique « Sonelgaz » : la documentation de gestion, les notes de service affichées, les imprimés de travail y compris ceux remis aux abonnés, les factures... tous en langue française. Un enregistrement des discours entre agent/agent, agent/abonné a tout autant révélé l'utilisation d'une langue où le français constituait une proportion dépassant les 70%... (Or) il s'agit d'une entreprise qui communique avec le plus large public algérien, les abonnés au réseau électrique. Les Américains, à qui rien n'échappe, viennent de lancer un programme de formation des cadres de cette société, en anglais je suppose (appel à témoins !).

Algérie : la parité homme-femme est « haram ». Du moins d'après l'ancien ministre islamiste et président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, qui veut donc que cette parité (électorale si j'ai bien compris) soit effacée de la nouvelle constitution, car elle serait un premier pas vers une égalité juridique, toujours rejetée en Algérie, à la différence du Maroc et de la Tunisie (je simplifie). Autre « fantaisie » du même intervenant : « non à l'officialisation du tamazight (le berbère, mais lequel ?) qui ferait l'affaire de la langue française, (car) les Berbères ont été à la solde de la France » (ce qui est une vue un peu rapide de l'histoire algérienne).

Lettre n° 228 - 11 juillet 2014

Le Maroc et l'Algérie « malékisent ». Nous avons vu que le Maroc, dont le roi est « commandeur des croyants » a entrepris de protéger l'islam malékite des assauts du wahhabisme en éditant son propre Coran et en formant des imams dans les pays sub-sahariens de même rite. Le roi a confirmé cette politique par un « dahir » du 1er juillet interdisant aux imams toute action ou prise de position politique syndicale (alors que c'est fréquent dans d'autres pays musulmans). On peut y voir une marque supplémentaire de la limitation des pouvoirs du premier ministre islamiste par le pouvoir royal (et par des ministres d'autres tendances, voir plus bas). La propagande wahhabite qui envoie des Maghrébins (et des Français) combattre aux côtés des djihadistes en Syrie a du peser dans cette « malékisation », sans parler de menaces sur le sol marocain avec les premiers graffitis religieux antiroyalistes.

L'Algérie a une réaction analogue : le nouveau ministre des affaires religieuses, « de tous les cultes et pas seulement de l'islam », veut dépolitiser la religion en formant mieux les imams (lancement d'une licence spécialisée), et en créant une instance chargée de s'opposer à « l'invasion sectaire ». Il évoque les communautés juives et chrétiennes d'Algérie et rappelle la restauration de Notre-Dame d'Afrique et de l'église Saint-Augustin à Annaba. Il rappelle également que « la liberté de conscience est garantie par la constitution et que le jeûne est une pratique strictement privée ». Dans quelle mesure le ministre est-il représentatif de l'opinion algérienne ? C'est difficile à savoir car je n'ai pas connaissance d'études sociologiques. Des témoignages évoquent des mouvements contradictoires de rejet de l'islamisme politique et de recrudescence de la bigoterie.

Guéguerre franco-algérienne : foot et nationalismes sur Internet. L'Internet français vibre des déprédations effectuées en France par les supporters du foot algérien, que les matchs aient lieu en France ou ailleurs, dépradations parfois aggravées par des profanations du drapeau français. Ces messages indignés sont pimentés de protestations contre la participation de soldats algériens au défilé du 14 juillet, aux côtés pourtant de ceux de 80 autres pays ayant plus ou moins participé à la première guerre mondiale. L'Internet algérien vibre des « manifestations d'enthousiasme » des supporters de foot algériens de France. Certains regrettent que l'image en soit gâchée par « quelques dizaines de casseurs » : ils relèvent aussi les insultes envers l'Algérie et les Algériens dans l'Internet français, parfois aggravées par des profanations du drapeau algérien. Ces messages indignés sont eux aussi pimentés de protestations contre la participation de soldats algériens au défilé du 14 juillet « tant que la France ne se sera pas officiellement repentie ». Certes, la guéguerre n'est pas la guerre, mais ces « c'est pas moi qui ai commencé, l'autre nous avait déjà ... » et les évaluations contradictoires des injures ou déprédations rappellent les souvenirs dramatiques d'hier et entretiennent une hostilité. Cette guéguerre complique les relations, même si elle ne touche qu'une minorité de part et d'autre. Dans ces cas là, guerre ou guéguerre, il y a pourtant un principe simple : les responsabilités sont individuelles et notamment ne sont pas héréditaires. Dupont ou Mohamed a commis ou pas commis tel acte délictueux, ça concerne un individu et c'est à la justice le dire. Ses compatriotes, ancêtres ou descendants n'ont pas à être pris en considération. Bien sûr les attitudes dépendent dans une certaine mesure de l'histoire enseignée par chaque gouvernement. En France ce n'est pas parfait, quoique bien plus libre et contradictoire qu'en Algérie. Mais tout individu doit mettre de côté l'histoire lorsqu'il s'agit d'un autre individu, qui, en général, n'est pour rien dans les événements historiques passés.

L'autre religion algérienne. Il s'agit du football bien entendu, la nouvelle religion mondiale. Alger s'indigne du « projet diabolique du Qatar », qui, si j'ai bien compris,

est de s'approprier l'équipe algérienne. La guéguerre entre Alger et « le vilain petit Qatar », tel qu'on le surnomme au Maghreb, me paraît toutefois plus comique que celle des Internet français et algériens que je déplore ci-dessus.

Et les guéguerres internes au Maroc ! Les islamistes accusent leur propre ministre de l'éducation nationale (qui est d'un autre parti de la coalition) de présider à l'enterrement de la langue et de l'identité arabe au bénéfice du français (je note au passage le succès des enseignements belges et québécois au Maroc), tandis que le ministre de l'intérieur (non islamiste) se défend d'avoir interdit aux Marocaines de séjourner dans les hôtels sans leurs maris. Les « sécularisés » diffusent des listes de responsables islamistes polygames. Je rappelle qu'indépendamment de la religion, la polygamie suppose d'abord un bon niveau de vie du mari, du moins pour ceux dont les convictions sont plutôt hostiles au travail des femmes à l'extérieur. En Afrique subsaharienne, on note également l'inverse : les femmes ont chacune leur domicile et travaillent, tandis que le mari, pas forcément musulman, se fait entretenir en allant d'une maison à l'autre.

Une première école d'ingénieurs 100% anglophone en Tunisie ? C'est ce qu'annonce un communiqué du Babson College, qui veut lancer un établissement partageant « ses références mondiales en matière d'enseignement de l'entreprenariat ». Au-delà de l'auto-publicité, il faudra juger sur pièces. Il y a déjà eu des échecs de tentatives d'enseignement supérieur en anglais, tandis que certains Tunisiens réclament une école d'ingénieur en arabe « comme au Moyen-Orient ». Il faut d'abord que le projet aille à son terme, ensuite que le diplôme soit reconnu à la fois administrativement et par le marché de l'emploi, qui est international et donne actuellement une prime d'une part aux grandes écoles françaises maintenant universellement reconnues, et d'autre part à quelques grands établissements occidentaux. J'avoue ignorer l'efficacité en matière d'emploi des établissements chinois et arabophones. Une remarque personnelle : les enseignements des grandes écoles françaises et, sauf erreur, tunisiennes, donnent également à leurs élèves un bon niveau d'anglais, et souvent d'autres langues (dont, je suppose, l'arabe en Tunisie). Si l'école en question est vraiment 100 % anglophone, les Tunisiens préféreront une formation plurilingue.

Le modèle français d'intégration vu d'outre Manche. Nous sommes très critiques envers notre modèle d'intégration, mais les Anglais nous trouvent meilleur qu'eux. Après une longue période où ils pensaient que leur respect traditionnel des libertés permettait à chacun de faire ce qu'il voulait (« y compris d'admirer Ben Laden si ça les amuse »), et où le « Londonistan » était apprécié par les islamistes du monde entier, il y a eu une réaction en Grande-Bretagne, due aux attentats. Cela conduit à une méfiance envers les écoles musulmanes et en langues étrangères qui entretiennent l'isolement des communautés. À chaque étape, c'est le modèle français qui est cité en exemple

(les optimistes pourront s'en réjouir, et les pessimistes penser qu'on peut toujours faire pire). Toujours au royaume d'Élisabeth, l'excision est dénoncée comme un scandale national concernant 170 000 femmes et menaçant 65 000 fillettes de moins de 13 ans.

Lettre n° 229 - 23 juillet 2014

Gaza et Cie : « le pouvoir rend fou ». Encore une fois, pas grand-chose à rajouter à des faits assez bien décrits par nos médias. Ce qui n'empêche pas les partisans de chacun des deux camps de hurler à la désinformation. Quant aux médias arabes, ils ne sont pas aussi unanimes qu'on imagine souvent. Certes ils sont scandalisés par le nombre de victimes palestiniennes, mais ne sont pas pour autant indulgent envers le Hamas : « ce parti est détesté par la population de Gaza, et a voulu refaire l'unité derrière lui en attaquant Israël et en sachant parfaitement qu'il y aurait des représailles, ce qui ne lui posait aucun problème puisque ses propres cadres étaient à l'abri ». Ces critiques du Hamas viennent aussi du fait qu'il est dans la mouvance des Frères musulmans, lesquels ne sont plus en odeur de sainteté. Quitte à me fâcher avec la majorité d'entre vous, je ne résiste pas à la tentation, concernant les dirigeants de tel ou tel pays ou groupe, d'évoquer des gamins orgueilleux qui ne veulent pas quitter leur jeu vidéo et la sensation du pouvoir qu'il procure, alors que c'est l'heure d'aller se coucher. Dirigeants qui oublient, obnubilés par leur volonté de garder le pouvoir, que ce n'est pas un jeu vidéo et que les victimes sont réelles. Et ça vaut tout autant pour Bachar el Assad et Nouri el Maliki, le premier ministre irakien, ce dernier y rajoutant une vertigineuse incompetence politique et militaire, dont les sunnites d'abord, et maintenant les chiites et les chrétiens font les frais ... via le nouveau «calife» autoproclamé du nord irakien et de l'est syrien, pardon «du monde entier», comme il se présente, dont la folie est également prometteuse ... Les intellectuels de tous les camps fournissent des analyses historique et géopolitiques sophistiquées, qui, quel que soit leur degré de véracité, n'intéressent absolument pas la victime de base, tandis que les militants sont drogués à l'apologie de la force dont les abreuvent leurs dirigeants, ce qui rappelle de très mauvais souvenirs historiques. Le résultat à moyen terme me semble être une décrédibilisation générale. D'abord celle d'Israël, puis celle de l'Occident, auquel beaucoup l'assimilent dans les deux camps, ensuite celle des islamistes violents type Hamas ou Emirat islamique, sans parler de mouvements moins connus mais encore plus virulents. La décrédibilisation de l'Occident n'est bonne pour personne, et en particulier est catastrophique pour la liberté de pensée. Celle des islamistes violents est bienvenue, mais, sans liberté de penser, la route restera ouverte pour de nouvelles tentatives.

Dubaï : de bulle en bulle ? On se souvient (ou on relit mes vieilles lettres) de la « bulle » immobilière de Dubaï, qui s'était terminée par une « restructuration » de la

dette et le renflouement par Abu Dhabi, notamment pour terminer la construction de la plus grande tour du monde (Dubai a peu de pétrole, par contre Abu Dhabi en a beaucoup). L'émirat s'était calmé quelques années mais, « c'est reparti ! ». Cette fois-ci c'est « The Mall of the World », tout un quartier à température constante (à quel prix ?) « pour attirer 180 millions de touristes même l'été » d'après l'émir. Ce quartier comprendra un centre commercial de 750 000 m². Mais la date de construction n'est pas précisée et il semble que les investisseurs soient moins enthousiastes que la première fois. Ils ont illustré leur scepticisme par une petite crise boursière en juin dernier.

Libye : les armes contre les urnes ? Je ne garantis pas avoir tout compris dans la guerre des milices qui se disputent le contrôle de l'aéroport de Tripoli, à tel point que le gouvernement envisage de faire appel à une force internationale pour le protéger. Il semble toutefois que les islamistes ayant perdu les élections essaient d'imposer leur pouvoir via des milices, avec l'appui de celle de Misrata qui s'est distinguée pendant la guerre civile. On se souvient que Kadhafi avait contre lui à la fois les démocrates et les islamistes, qu'il avait équitablement réprimés, sans parler des autonomistes ou séparatistes de la Cyrénaïque, région de l'ancien roi. L'intervention française a eu lieu au moment où arrivaient sur Benghazi, capitale de la région, les troupes de Kadhafi chargées du « bain de sang » promis par leur chef. Témoignage local : « Je disais à ma femme qu'elle allait être violée après m'avoir vu égorgé, lorsque les colonnes de poussière des attaquants se sont transformées en colonnes de fumée grâce aux missiles français ».

Gaz de schiste contre wahhabites ? Le gaz (et le pétrole) de schiste ont fait chuter le prix de l'énergie aux États-Unis, ce qui a fortement contribué au redémarrage économique (et les écologistes en auraient grandement exagéré les inconvénients en mettant en exergue quelques cas extrêmes). Autre conséquence : les États-Unis importent beaucoup moins de pétrole, et avec le Mexique, l'Angola et quelques autres pourraient théoriquement se passer de celui du Moyen-Orient. Le pacte américano-soudanais (protection de l'Arabie contre l'approvisionnement des États-Unis en pétrole) perdrait de son importance, la tolérance envers la diffusion internationale du wahhabisme pourrait diminuer etc. Tout cela pendant qu'au contraire la Chine dépend de plus en plus du pétrole arabe. Vous imaginez les cogitations géopolitiques ! Encore faut-il que cette production « schisteuse » soit durable, ce sur quoi les experts sont partagés. De toute façon la Chine, l'Algérie et bien d'autres vont s'y mettre, et l'abstention européenne est de plus en plus considérée à l'étranger comme une manifestation de décadence.

Algérie : les Berbères sont courtisés. Encore une promesse d'officialisation du berbère : le FLN propose de l'inscrire dans la constitution. Vous savez que le berbère est maintenant reconnu, que des cours ont été proposés dans les écoles, et qu'après l'engouement initial, l'intérêt est retombé. Il est en effet facile de proclamer

l'officialisation. Ça fait plaisir et ça peut rapporter des voix. Mais c'est autre chose de le mettre en pratique : il y a plusieurs parlars berbères en Algérie, assez différents les uns des autres, il faut en choisir un ou bâtir un langage standard, ce qui ne s'improvise pas, puis former les instituteurs et professeurs à ce langage que, par définition, personne ne parle, éditer des manuels scolaires, rassembler de la documentation ... Par ailleurs, la transcription n'est pas tranchée : officiellement c'est l'alphabet tifinagh qui a été choisi (voir nos lettres antérieures). Un alphabet «bien à soi», ça fait plaisir également, le problème est que personne ne s'en sert et que ça fait trois alphabets (l'arabe, le latin, le tifinagh) à faire maîtriser par des gamins. Par ailleurs les Kabyles sont très attachés à l'alphabet latin qu'ils pratiquent depuis plus de 100 ans, tandis que les arabophones, et particulièrement les islamistes, préféreraient voir le berbère transcrit en alphabet arabe. Donc cette proclamation a peu de chances d'être suivie d'effet à court et même à moyen terme. Pendant ce temps les langues berbères continueront à reculer. C'est d'ailleurs peut-être l'objectif recherché : calmer les revendications par cette proclamation, et attendre la fin naturelle de ces langues.

Lettre n° 230 - 2 août 2014. En prime, une rubrique inhabituelle sur les Américains.

Boko Haram et l'enseignement. *The Economist* du 26 juillet consacre un article à l'enseignement musulman dans le nord du Nigéria, fief de Boko Haram, au moment où ce dernier, un peu comme « l'émirat » syro-irakien (EI), semble avoir le dessus sur l'armée régulière nigériane et menacer le Tchad et le Cameroun. Vous savez que Boko Haram signifie « l'éducation occidentale est impie » et cet article m'a rappelé des conversations avec des collègues sénégalais et maliens. Une partie des enfants du Sénégal, du Mali, du Nord Nigéria et probablement du reste de la zone sahélienne sont envoyés très jeunes, et en général définitivement coupés de leurs parents, dans des écoles coraniques sommaires, où on leur fait répéter puis recopier des bribes du Coran le matin ; et où on les fait mendier l'après-midi pour nourrir leurs professeurs. *The Economist* dit que les élèves, loin de se sentir exploités, ont une certaine fierté de leur statut et les traditionalistes estiment qu'ainsi ils ne sont pas pollués par l'éducation occidentale. Il s'agit, sauf erreur, exclusivement de garçons (appel aux spécialistes), les fillettes musulmanes n'étant pas dignes de cet enseignement (et encore moins d'un autre). Nos collègues francophones me disent qu'un des arguments en faveur de ces écoles est le suivant : « Si un enfant finit par connaître le Coran par cœur, ses parents iront au paradis ». Vous savez que l'arabe coranique est différent de l'arabe standard courant permettant de travailler, et que d'ailleurs c'est le français à l'ouest et l'anglais (et dans une certaine mesure le haoussa) au Nord Nigéria, et non l'arabe, qui permettent d'accéder à l'emploi « moderne ». De plus, il ne s'agit que d'apprendre le Coran, et non pas la lecture en général et encore moins les mathématiques ou autres

disciplines (d'où des malentendus avec certains musulmans. En effet, peut-on dire que ces enfants qui savent réciter, lire, et plus ou moins écrire le Coran sont alphabétisés ? Cette « formation » et l'impossibilité de trouver un emploi explique que beaucoup de jeunes se tournent vers Boko Haram, et explique pourquoi ce dernier enlève des jeunes filles pour les marier à ses troupes (ou les vendre). La réaction des autorités nigérianes est non pas d'attaquer de front ces écoles, ce qui est humainement impossible, mais de lancer un enseignement « mixte » avec un minimum de formation générale. Les gouvernements francophones ont le même objectif. Le problème pratique est qu'il faut pour cela soit reconvertir les enseignants actuels, souvent quasi illettrés, soit créer des établissements scolaires, ce qui implique un minimum d'organisation administrative et de crédits, chose « difficile » au Nigéria ; et probablement pas simple non plus en zone francophone.

Loin de Boko Haram : Myriam Bourhail. Les médias français et marocains ont largement salué la performance de cette jeune fille qui a eu la meilleure moyenne de France (et probablement du monde) au baccalauréat : 21,03. On peut dépasser le 20/20 grâce aux options (en l'occurrence le grec et les travaux pratiques). Pour nos lecteurs hors de portée de la grande presse, je résume : elle est le 3e enfant sur 6 d'un couple marocain arrivé en France à 16 et 20 ans. Elle a grandi à Soissons et espère être médecin. Son père, ouvrier avec une vocation mathématique rentrée, attache beaucoup d'importance à la réussite scolaire et l'a aidée.

Gaza sur Internet. Beaucoup d'internautes se demandent pourquoi donc le Hamas a envoyé des roquettes sur Israël, sachant qu'il allait déclencher un massacre de civils. Voici quelles explications : l'Iran a demandé au Hamas de tester le « bouclier de fer » israélien (les missiles antimissiles), et Israël a sauté sur l'occasion pour entrer dans Gaza et tenter de détruire « la ville souterraine » où se réfugient les cadres du Hamas, où se stockent les missiles et par laquelle les hommes du Hamas resurgissent dans le dos des Israéliens, y compris en Israël, comme ceux du Hezbollah au Liban. Par ailleurs, le Hamas est étranglé par l'alliance entre Israël, l'Égypte et l'Arabie (ces deux derniers ne lui pardonnant pas son appartenance à la mouvance des Frères Musulmans) ; or, tandis que la population de Gaza était fatiguée de sa brutalité et des pénuries dues au siège par Israël ET par l'Égypte. Il fallait donc que le Hamas fasse un coup d'éclat, et attire l'attention des médias sur les malheurs de la population de Gaza, quitte à les accentuer en s'en servant comme bouclier humain dans des lieux médiatiquement « remarquables » comme les hôpitaux, les écoles ou les mosquées. Je rappelle que si certains Israéliens rêvent d'accentuer la colonisation de la Cisjordanie, voire de l'annexer et de pousser les Palestiniens à en partir, la question de Gaza est différente : personne n'en veut, ni Israël, ni l'Égypte. Enfin, les combats ont fait réapparaître sur Internet une autre question : il y a quelques années une importante découverte de gaz a été faite dans

la zone maritime palestinienne, au large de Gaza. Naturellement elle a fait naître de grands espoirs, mais Israël en a bloqué l'exploitation « parce que le Hamas se servirait de cet argent pour acheter des armes ».

En Syrie, Bachar et l'EI ne se ménagent plus. Suite logique de la situation décrite dans nos dernières lettres, l'armée régulière, à la demande de ses alliés chiites qui luttent en Irak contre « l'émirat islamique (EI) », a repris le contrôle d'un champ gazier du sud du pays, conquis par l'EI le 17 juillet. Par contre, elle s'est fait chasser d'une grande base militaire de la province de Raqa, que l'EI contrôle maintenant presque complètement. Ses troupes auraient décapité les prisonniers alaouites, ce qui laisse penser que les ponts sont bien rompus. L'armée s'est également faite chasser par l'EI d'une base militaire du nord-est. Ça n'empêche pas les rebelles « normaux » (démocrates ou islamistes) de continuer à lutter sur deux fronts, contre l'armée régulière et contre l'EI.

L'EI commence à s'intéresser au Maghreb. Pour l'instant, cela se limite à la diffusion sur Internet de vidéos insultantes pour les hommes politiques de la région, mais les services de renseignement maghrébins suivent avec inquiétude l'implantation en Libye d'un groupe de cette organisation. L'armée algérienne est tentée d'y intervenir en coordination avec l'Égypte.

Et la Tunisie ? L'armée régulière a encore eu des pertes dans la région montagneuse proche de la frontière algérienne, bien qu'en principe la coopération de l'armée de ce dernier pays lui soit acquise. Le chef d'Etat Major de l'Armée de Terre vient de démissionner, probablement en liaison avec ce dernier point. Les combats ont fait chuter la monnaie et la bourse, et suscitent des craintes pour le tourisme. Le souci politique du jour est le risque d'une participation insuffisante aux prochaines élections, pour commencer du fait des non inscriptions sur les listes électorales. Des islamistes estiment que cela joue en leur faveur, leurs électeurs. étant les plus motivés. Finalement le délai d'inscription a été repoussé au 28 août. Du côté des partis politiques, les démocrates restent dispersés, ce qui leur avait fait perdre de nombreux sièges en 2011. Les législatives auraient lieu le 26 octobre et les présidentielles, le 24 novembre.

Et, en prime : Les Américains ne sont pas des «citoyens du monde» comme les autres.

Vous avez remarqué que les Américains étaient prêts à laisser 15.000 soldats en Afghanistan, dont le pays a grand besoin et qui étaient demandés par une bonne part des hommes politiques, tous guerriers qui se savent dans le viseur des talibans. Vous vous souvenez que le président Karzaï a refusé cette aide « parce que les Américains exigeaient que leurs soldats soient jugés par les tribunaux américains et non afghans ». Le grand public n'a pas fait très attention, probablement parce qu'il pensait que c'était

une précaution compréhensible, la justice afghane n'étant pas vraiment fiable. Il y a eu un problème analogue en Irak, dont le premier ministre doit regretter aujourd'hui le départ des Américains. Dans les deux cas, le dirigeant local « se pose » comme indépendant des Américains pour flatter la fierté nationale, sans réfléchir à la suite. Or cette exigence américaine n'est que l'application d'une règle générale que les États-Unis appliquent dans le monde entier, notamment en matière économique et fiscale : « nos citoyens sont à nous où qu'ils soient ». J'ai été confronté à cette question dans ma carrière en entreprise lorsque les cadres américains de nos concurrents devaient, bien qu'en France, obéir aux lois américaines en plus des lois françaises. Le grand public vient enfin de prendre conscience de ce « pouvoir d'intervention mondial » à l'occasion de l'énorme amende infligée à la BNP, car le simple fait que cette dernière ait utilisé des dollars la rend passible des lois américaines, et cela bien qu'aucun des actes reprochés n'ait eu lieu sur le territoire des États-Unis. À cette occasion la presse a rappelé que tout citoyen américain était imposable aux États-Unis même s'il réside à l'étranger et même si ses gains sont d'origine locale, alors que la règle générale dans le monde est la territorialité de l'impôt (et du jugement des crimes, l'extradition n'étant pas du tout automatique et dépendant au mieux d'accords bilatéraux). Cela oblige les banques du monde entier à faire remplir à leurs clients étrangers une déclaration affirmant qu'ils ne sont pas passibles de la loi américaine, d'où une gigantesque paperasse mondiale qui soulève les protestations. Certains citoyens américains vivant à l'étranger renoncent pour cette raison à leur passeport, ou se voient écartés par les banques qui ne veulent pas de clients à problème. Les États-Unis viennent d'aggraver leur cas d'une façon que *The Economist* juge « lourde, inéquitable et hypocrite » en imposant à toutes les banques et autres institutions financières du monde (environ 100 000) de déclarer les actifs locaux des Américains ou de payer une taxe forfaitaire de 30 %. Pour tout compliquer, il n'y a pas que les citoyens américains à être concernés : la loi américaine considère comme « US person » tout individu ayant des relations économiques avec les États-Unis. C'est vague, et il faut payer un avocat pour savoir si on est dans ce cas ! L'hypocrisie est que le prétexte affiché pour une telle loi est la lutte contre les paradis fiscaux, alors que certains (le Delaware, le Nevada, et quelques excroissances insulaires) sont américains de droit ou de fait et sont néanmoins tolérés. Enfin les pays auxquels les États-Unis demandent ce travail ne bénéficient d'aucun droit à un service réciproque aux États-Unis. Pourquoi les États ou institutions étrangères cèdent-ils ? Comme le gouvernement afghan, ils pourraient ne pas le faire, mais, dans ce cas particulier, c'est jouer avec la sécurité physique. Ailleurs le problème est mineur par rapport à l'aide financière ou militaire américaine. Pour les institutions, la crainte d'un procès est déterminante et l'exemple de la BNP montre que l'on risque, en plus, l'interdiction de travailler aux États-Unis. Dans le monde musulman, où l'on est très chatouilleux sur les questions de souveraineté, ce privilège d'exterritorialité contribue

à l'agacement anti-américain, s'ajoutant à l'appui inconditionnel à Israël et à l'ignorance fréquente des langues et cultures locales.

Lettre n° 231 - 12 août 2014

Egypte : contrôle renforcé du religieux ; économie en attente ! Le général président Sissi prolonge son contrôle des Frères Musulmans : parallèlement à l'interdiction de leur branche politique, il surveille les mosquées, où les seuls à pouvoir prêcher seront les diplômés d'El Azhar, a priori non islamistes, ce qui bloque également les salafistes, pourtant alliés du président Sissi contre leurs rivaux mieux organisés qu'étaient les Frères. Par ailleurs, le président a commencé la répression du harcèlement sexuel envers les femmes, vieux problème mais qui s'est exacerbé récemment : 7 condamnations à perpétuité. Pendant ce temps-là, l'économie continue à stagner. Le président proclame que l'armée « va s'y mettre », notamment en lançant de grands travaux pour doubler le canal de Suez.

Turquie : Erdogan surfe sur l'économique et gagne. L'exemple turc montre pourtant que quatre-vingt années de prépondérance militaire dans l'économie ont été inefficaces, et que ce sont les islamistes, économiquement libéraux, qui ont fait décoller la Turquie en favorisant les entreprises privées. La forte augmentation du niveau de vie explique la popularité de l'ex-premier ministre et maintenant tout nouveau président Erdogan, islamiste de moins en moins modéré, ce qui inquiète une forte minorité de la population élu au premier tour le 10 août avec 52 % des voix, Dans bien d'autres pays, un pouvoir militaire plus ou moins total a également mené à l'échec économique (Birmanie, Libye, Algérie et bien d'autres).

En Irak : Emirats islamique, Chrétiens, Yazidis, Kurdes et Américains ! Voici l'avis de Jean-Pierre Filiu, Professeur à Sciences Po, cité par *Le Monde* : « Seules deux forces sont aujourd'hui capables de relever dans la région le défi djihadiste : les révolutionnaires syriens et les Kurdes d'Irak. Il est inutile de compter sur les « armées « gouvernementales dans ces deux pays, elles ne sont plus que des gardes prétoriennes vouées à la défense de leurs maîtres Bachar Al-Assad à Damas et, hier encore, Nouri Al- Maliki à Bagdad. Ces armées sont doublées de milices confessionnelles, souvent plus redoutées par la population que les djihadistes eux-mêmes. ». Depuis cette analyse, l'EI (Émirat islamique) a fait reculer les Kurdes dans le nord de l'Irak, déclenchant un nouvel exode de chrétiens et maintenant des Yazidis, adeptes d'une religion préislamique, que les islamistes jugent satanique : si l'EI laisse aux chrétiens la possibilité de se convertir à l'islam, les Yazidis doivent être tués. Des groupes villageois entiers risquent de l'être. Les avions américains sont intervenus, Obama n'ayant pas envie de se mettre sur les bras une nouvelle guerre en Irak. Aux dernières nouvelles, le parlement choisit

un nouveau premier ministre, Haïdar al-Abadi. Ce nouveau premier ministre aura-t-il suffisamment d'appui pour former un gouvernement d'union nationale ? Logiquement, la Turquie qui a une infanterie puissante juste à côté devrait intervenir (protection de ses frontières, minorité turkmène, danger terroriste). Mais une intervention militaire n'est pas populaire, l'EI a des dizaines de Turcs en otage.

Conséquences au Liban. Le Hezbollah libanais qui a déjà volé au secours de Bachar, est maintenant aussi en vraie guerre contre l'EI. Ce dernier a riposté en attaquant une ville libanaise. L'armée libanaise a contre-attaqué, et voilà le pays pris dans l'engrenage. Les Libanais non chiites mettent dans le même sac des massacreurs, Bachar et l'EI. Ces deux derniers se ménageaient d'ailleurs jusqu'à récemment, et les fonctionnaires syriens en zone EI sont toujours payés par Bachar.

L'imbroglio lybien selon *Le Monde*. Voici un extrait du 6 août : « La présence de délégués des Nations unies, de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique avait pour objectif de légitimer le nouveau parlement. Les députés islamistes et leurs alliés de Misrata ont boycotté l'événement, le qualifiant d'«inconstitutionnel ». La majorité islamiste (en fait tribale à alliances variables) du Parlement sortant, qui a fait les frais du dernier scrutin où la participation était inférieure à 20 %, entendait organiser la cérémonie dans la capitale, Tripoli, et refusait de se rendre dans un bastion situé sous le contrôle du camp adverse. Désormais, chaque camp veut éliminer l'autre, ce qui est impossible, car tous disposent de zones de repli. »

Sous-information sur le Tadjikistan ! Ce pays musulman est loin des médias depuis que les Américains ont (presque) quitté l'Afghanistan. C'est pourtant le pays de l'ethnie du commandant Massoud et d'un des deux candidats prétendant avoir gagné les dernières présidentielles. Ce silence vient peut-être de ce qu'il n'est pas bon d'y être journaliste (The Economist du 28 juin) et de tomber dans les pattes du GNKB, le service de renseignement très occupé à gérer les trafics de drogue mais néanmoins aidé financièrement par les Américains : la stabilité de la région est leur principal objectif, pas la démocratie. L'inspiration, dans cette ex-province de l'URSS partiellement russo-phone, c'est Poutine : comme à Moscou tout ce qui va mal n'est qu'une invention des ONG occidentales.

L'Arabie atteinte par le syndrome du mur. Ce pays serait en train de construire des murs le long des frontières avec tous ses voisins : Irak, Oman, Qatar, Yémen et Emirats.

Au Maroc : vêtements « nationaux » pour les religieux. Deux citations de la presse marocaine : « Par dahir royal les préposés religieux sont tenus de porter «la tenue marocaine» pendant l'exercice de leurs fonctions (H24info) - « Le parlement marocain impose un code vestimentaire strict à ses fonctionnaires : costume-cravate pour les messieurs et ensembles aux coupes sobres, sans jupes courtes ni couleurs criardes pour

les dames (Lemag). Pour les hommes, cela vise probablement les tenues salafistes ou du même esprit, et va dans le même sens que « le coran marocain ».

Lettre n° 232 - 22 août 2014

Adieu Mali, bonjour Sahel. « Les États du Sahel » - Mauritanie, Burkina Faso, Niger - sont voisins du Mali ou proches comme le Tchad. Ils sont parties prenantes, avec la France, de l'opération Barkhane qui succède à l'opération Serval au Mali. Rappelons que le « Sahel » (rivage) désigne la bordure sud du Sahara, une zone où l'agriculture commence à réapparaître mais qui est particulièrement sous-développée et soumise à des sécheresses fréquentes. Et dans laquelle (coïncidence ?) se trouvent des combattants islamistes et des trafiquants, parfois les mêmes personnes, mais qui ne semblent rassembler qu'une minorité des populations concernées. « Rassembler » n'est d'ailleurs pas un terme adéquat, vu les divisions politiques, ethniques ou tribales des mouvements islamistes locaux. Bien entendu les frontières politiques ne coïncident pas avec cette description géographique, puisque le Nord de ces pays est totalement saharien et le sud de certains, notamment le Mali, le Burkina et le Tchad sont en zone « humide ». Les frontières politiques ne coïncident pas non plus avec la zone d'action des islamistes, puisque celle-ci se prolonge au nord dans les régions sahariennes de l'Algérie et de la Libye ; et plus au sud avec le mouvement Boko Haram puissant au nord-est du Nigéria avec incursions au Tchad et au Cameroun. Cette opération Bakhrane repose sur les forces françaises : 3000 soldats, dont 1000 au Mali et 1200 au Tchad ; 20 hélicoptères ; six avions de chasse (3 Rafale et 3 Mirage 2000D ; 10 avions de transport ; 3 drones : 2 Reaper et 1 Harfang ; 200 véhicules. La première réaction d'un lecteur non spécialiste des questions militaires est qu'il s'agit de moyens très faibles par rapport à l'immensité du territoire concerné. Cela s'explique notamment par la réduction constante en valeur réelle du budget militaire français. Cela met aussi en lumière par comparaison l'efficacité très relative des forces africaines (tant nationales qu'interafricaines), pourtant nettement plus nombreuses au moins sur le papier. Cela à l'exception très remarquée des soldats tchadiens pendant l'opération Serval. Par ailleurs les trafics et les bases terroristes visant largement notre continent, il est un peu décevant que l'appui européen se borne à quelques actions de formation (il serait intéressant de savoir en quelle langue, l'Europe, n'étant pas toujours habile dans ce domaine). Idem pour les États-Unis, qui étaient censés avoir formé l'armée malienne avant sa débâcle pré-Serval. Vous connaissez mon souci de savoir quelles langues sont pratiquées sur le terrain (voir écho suivant).

L'Irak, les Kurdes et les Américains, suite...En Irak, par exemple, les Américains ont manqué d'arabophones et ont été à la merci des Irakiens anglophones qui, soit

résidaient aux ÉU et avaient perdu le contact avec l'Irak, soit ont profité de l'ignorance américaine pour régler des comptes avec l'administration de Saddam, désorganisant gravement le pays comme on l'a vérifié non seulement actuellement avec l'EI, mais bien avant, car c'est la deuxième fois que les Américains sont amenés à chercher un accord avec les tribus sunnites contre les djihadistes. Je vous rappelle l'avis - cité dans notre dernière lettre - de Jean-Pierre Filiu via *Le Monde* : « Seules deux forces sont aujourd'hui capables de relever dans la région le défi djihadiste : les révolutionnaires syriens et les Kurdes d'Irak. ». Or il apparaît que les deux sont faibles, les premiers n'ayant pas reçu d'armes des Occidentaux et les seconds étant plutôt les fils embourgeoisés par l'argent du pétrole de guérilleros montagnards divisés en tribus, et peu entraînés à se battre en plaine contre des chars. D'où la nécessité des frappes aériennes américaines. Depuis notre dernière lettre, l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki a finalement démissionné et a laissé la place à Haïdar al-Abadi, du même parti chiite mais réputé plus ouvert aux Sunnites et aux Kurdes. Il lui faut maintenant former un gouvernement d'union nationale. Déjà, coïncidence ou pas, l'armée nationale appuierait les tribus sunnites se révoltant contre l'EI dans l'ouest du pays.

Le Jihad avec l'Emirat Islamique, nouveau western. Vous savez que des jeunes musulmans français vont combattre pour l'EI en Syrie et en Irak après s'être gorgé (en général en cachette de leurs parents) de l'Internet islamiste qui leur décrit des lendemains épiques, voire paradisiaques pour ceux qui auront la chance de tomber en martyrs. Aux quelques centaines de Français effectivement partis s'ajoutent autant d'Espagnols et probablement d'autres pays européens, ainsi que peut-être 3000 Marocains (d'après la presse marocaine) et bien d'autres nations encore sont concernées. Que deviennent-ils ? Une partie est tuée au combat, une grande partie des autres revient extrêmement déçue, notamment les filles recrutées pour « appui moral ». Malgré une solde de quelques centaines d'euros mensuels, donc pas négligeable, les conditions de vie, la sévérité religieuse et la perplexité (pour ne pas dire plus) devant les massacres, semble déclencher des vagues de retour. Il faut rappeler aux Occidentaux très soucieux à juste titre du sort des chrétiens, et depuis peu des Yazidis, que les djihadistes massacrent surtout et massivement d'autres musulmans, sunnites comme chiites. Mais il ne serait pas si simple pour les déçus de partir discrètement de l'EI et de rentrer tout aussi discrètement dans le pays de départ, où la police les attend.

Après la Tunisie, l'Iran régularise. En Iran, comme en Tunisie depuis la révolution, jeunes gens et jeunes filles se rencontrent plus librement et le mouvement est trop important pour être bloqué. Comme en Tunisie, les religieux ont trouvé la solution : le mariage temporaire (sigheh). Il est de vieille tradition en Iran où il « couvre » la prostitution ou la promiscuité (on peut pas toujours être en tchador devant un ou plusieurs colocataires d'une chambre). Bref on officialise ce qu'on ne peut empêcher.

L'échec d'Al-Hézirah-América. Cette chaîne américaine, implantée à grand prix il y a un an par sa mère qatarie, n'aurait que 15 000 auditeurs réguliers pour un investissement de 500 millions de dollars. Elle avait pourtant parié sur la qualité et le sérieux en embauchant « des pointures », et ses concurrents reconnaissent la qualité de ses reportages. Mais l'image de la maison-mère arabe, comme propagandiste des Frères Musulmans, lui colle à la peau. Maison-mère qui a également perdu de l'audience dans le monde arabe du fait de cette même propagande.

*